



**Santé**

**Le Cameroun,  
insolvable à l'OMS**

P. 9

Directeur de la Publication : **Guibaï Gatama**

**L'œil  
DU Sahel**

400 FCFA

Tri-hebdomadaire régional d'informations du Nord-Cameroun

N°1188 du mercredi 06 mars 2019



**«Des Nigériens  
viennent voler  
notre bois»**

Lire l'interview de Ibrahim Dewa,  
lamido-maire de Kontcha. pp.10-11

**CRISES SÉCURITAIRES**

# 2,3 millions de personnes en situation d'urgence humanitaire

P. 3



**Bénoué**

**Le préfet somme  
les motos-taxis de  
«s'habiller» en jaune**

P. 4

**Nord**

**L'Undp prépare  
les élections à venir**

P. 5



**Diplomatie**

**Le «Monsieur Afrique» de Donald Trump  
exige la libération de Maurice Kamto**

P. 3



PROGRAMME DES OBSÈQUES• **Vendredi 01 Mars 2019**

9h --Veillée de prières à Paris au 2 4 chemin des fourches 93380 Pierrefitte

• **Du 02 au 13 Mars**

Veillée de prières tous les soirs à son domicile sis à la Cité Verte (ancien bâtiment B 08)

• **Jeudi 14 Mars 2019**

14h - Levée de corps à l'hôpital de la CNPS de Yaoundé

15h - Installation de la dépouille à la maison familiale à la Cité verte (ancien BOS)

20h - Messe de veillée

- Veillée son domicile

- Diverses animations jusqu'à l'aube

• **Vendredi 15 Mars 2019**

07h - Départ pour le village Djoum

14h - Arrivée et installation de la dépouille

20h - Messe de veillée

22h - Diverses animations jusqu'à l'aube

• **Samedi 16 Mars 2019**

09h - Début des cérémonies traditionnelles

- Témoignages

12h - Messe

- Inhumation

- Collation



**M. EWONG INGOLAT**  
**JEAN ADAM ISAAC**

16 jan 11 Fév  
**1964 - 2019**

**BLOOSAT**

**BLOOSAT ITV**  
INTERNET+100 TV CHANNELS AT 19 600F

+237 243 598 890 / 695 496 929

[www.bloosat.com](http://www.bloosat.com)



**CRISES SÉCURITAIRES.** Plus de 172 milliards de FCfa sont requis pour leur venir en aide.

# 2,3 millions de personnes en situation d'urgence humanitaire

Par Yanick Yemga

La communauté humanitaire du Cameroun a besoin de 299 millions de dollars, soit plus de 172 milliards de FCfa pour fournir une «assistance d'urgence» à 2,3 millions de personnes. Selon le plan de réponse humanitaire 2019, il ne s'agit là que de la moitié des 4,3 millions de personnes qui sont dans le besoin à travers tout le pays. 41 % de ce budget (122 millions de dollars, soit environ 70,4 milliards de FCfa) serviront à financer des projets pour les communautés affectées par la crise du bassin du lac Tchad à l'Extrême-Nord, où 1,9 million de personnes ont toujours besoin d'assistance.

Globalement, la demande financière est quasiment la même que l'année dernière «car les projets acceptés ont des budgets réalistes qui tiennent compte de la présence des acteurs, des contraintes d'accès et des interventions non humanitaires complémentaires», renseigne le document parvenu à notre rédaction. Le budget du secteur de la sécurité alimentaire reste par ailleurs le plus élevé avec 60 millions de dollars requis (soit environ 34,6 milliards de FCfa), mais l'enveloppe dédiée à la protection est le budget qui a le plus fortement augmenté, «témoignant de l'accroissement des violations des droits humains et des risques de protection», apprend-on.

Selon le plan de réponse humanitaire 2019, plus d'un quart des personnes ciblées (28 %) se trouvent dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, «désormais prioritaires». De



Des réfugiés du camp de Minawao.

fait, si au début 2018, 99 % des personnes dans le besoin se trouvaient à l'Extrême-Nord, au Nord, dans l'Adamaoua et à l'Est, alors classées prioritaires, cette réalité a considérablement changé avec la dégradation de la situation humanitaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, qui s'est propagée aux régions du Littoral et de l'Ouest. Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, 437 000 personnes ont fui les violences et 32 000 d'entre elles ont été contraintes de se réfugier au Nigeria. Au total, ce sont désormais huit régions qui sont affectées par les trois crises humanitaires au Cameroun avec 4,3 millions de personnes ayant besoin d'une assistance humanitaire en 2019, soit une augmentation de 31 % en comparaison à début 2018.

Les besoins humanitaires inhérents à la crise sécuritaire dans le Nord-Ouest et dans le Sud-Ouest, sont évalués à 93 millions de dollars (53,7 milliards de FCfa) pour couvrir l'ensemble des 437 000 personnes déplacées au sein de ces deux régions, vers l'Ouest et le Littoral, ainsi que 376 000 personnes hôtes rendues vulnérables par ces déplacements forcés et la perturbation des services sociaux et sanitaires.

## STRATÉGIES D'INTERVENTION

En raison de la diversité des terrains d'intervention, des besoins et des vulnérabilités, des stratégies différentes d'interventions humanitaires seront mises en œuvre à l'Extrême-Nord, dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et dans les régions de l'Adamaoua, de

l'Est et du Nord. À l'Extrême-Nord, la première priorité sera la protection des personnes forcées de fuir les violences en assurant leur accès à l'eau, aux vivres et aux abris. La seconde priorité consistera à créer des conditions propices à la recherche de solutions durables au déplacement des personnes. Il faut dire que la recrudescence des attaques armées a poussé des dizaines de milliers de Nigériens à trouver refuge à l'Extrême-Nord, qui accueille déjà 138 000 réfugiés. Les régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Est accueillent quant à elles 275 000 réfugiés centrafricains.

Pour Allegra Baiocchi, coordonnatrice résidente et coordonnatrice humanitaire des Nations unies au Cameroun, «l'urgence humanitaire au

Cameroun doit rester notre priorité. Nous devons intensifier nos efforts pour répondre aux besoins des populations affectées, beaucoup d'entre elles survivent dans des conditions déplorables, sans assistance humanitaire». Cette responsable onusienne affirme que «ces dernières années, le financement de la réponse humanitaire n'a pas suivi le rythme des besoins. Cela signifie que nous avons été incapables de fournir suffisamment de nourriture, d'eau et de médicaments aux personnes vulnérables, de traiter la malnutrition ou d'aider les familles déplacées. C'est très préoccupant, car les besoins humanitaires vont probablement continuer à augmenter dans les mois à venir».

Le ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji, a indiqué que le gouvernement reconnaît «l'ampleur de l'urgence humanitaire». «Nous invitons, a-t-il ajouté, tous les acteurs à travailler avec le gouvernement pour répondre aux besoins croissants. Nous devons également travailler ensemble non seulement pour soulager les souffrances des populations vulnérables, mais également pour rechercher une solution durable permettant aux communautés de faire face à l'adversité».

Les quatre objectifs stratégiques qui structurent la réponse humanitaire du Cameroun en 2019 visent à «sauver des vies et soulager la souffrance; améliorer la protection des civils; identifier les risques et vulnérabilités; et renforcer la résilience des populations vulnérables». ■

**DIPLOMATIE.** Attendu au Cameroun le 17 mars prochain, Tibor Nagy va rencontrer le gouvernement et la société civile.

# Le «Monsieur Afrique» de Trump exige la libération de Maurice Kamto

Par Nadine Ndjomo

Les demandes de libération de Maurice Kamto et compagnie venant de «l'étranger», n'en finissent plus. Après Amnesty International et réseau des défenseurs des droits humains en Afrique centrale (Reddac), c'est au tour du secrétaire d'État adjoint américain, aux affaires africaines d'exiger la libération du président du Mouvement de la renaissance du Cameroun (MRC). Le diplomate américain l'a fait savoir dans une interview accordée à radio France internationale (RFI). «Le gouvernement camerounais assure qu'il a été arrêté et emprisonné pour des raisons légitimes. Moi, je pense vraiment qu'il serait très sage de le libérer. Parce que ce soit vrai ou faux, il est perçu comme ayant été incarcéré pour ses activités politiques et cela est inacceptable. Ses militants et lui doivent

être libérés et nous ne passerons pas par quatre chemins pour le dire» a déclaré le diplomate américain, sur les ondes de la radio parisienne, le 4 mars dernier.

D'après nos informations, pendant son séjour de deux jours en terre camerounaise, le diplomate américain devra rencontrer certains membres du gouvernement camerounais, la société civile, des membres de la Young African Leadership Initiative (YALI). Il est également prévu, la visite d'une entreprise américaine basée au Cameroun. En effet, la visite du «M. Afrique» de Donald Trump, rentre dans le cadre d'une tournée européenne et africaine qui a commencé par la Belgique, la France. Elle se poursuit par le Rwanda, la République démocratique du Congo (RDC), l'Ouganda, et enfin le Cameroun. La visite qui a commencé le 4 mars dernier s'achè-

vera le 22 mars. Tibor Nagy sera à Kampala du 7 au 8 mars. Du 9 au 11 mars, à Kigali, la diplomate américaine va discuter des moyens de créer davantage d'opportunités pour les investisseurs américains. Les 13 au 15 mars, Tibor Nagy mobilisera les organisations non gouvernementales (ONG), la société civile, le gouvernement, au sujet du renforcement de la stabilité régionale, la promotion de la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption, le renforcement des liens sociaux, le soutien à la riposte contre la flambée d'Ebola, à l'Est de la Rdc. Et le 17 au 18 mars, elle sera au Cameroun.

Les différents échanges entre le diplomate et les différents gouvernements qu'elle va rencontrer va favoriser le renforcement des liens commerciaux entre les États-Unis et l'Afrique, mobiliser les jeunes africains, renforcer les parten-



naires visant à renforcer la paix et la sécurité, la prospérité et l'autosuffisance en Afrique, ren-

forcer in fine, l'attachement des États-Unis aux peuples et aux nations africaines. ■



**BÉNOUÉ.** La campagne d'assainissement de ce secteur d'activité est entrée dans la phase répressive.

## Le préfet somme les motos taxis de «s'habiller» en jaune

Par I-B. Y.

Le 28 février dernier, David Embe, préfet de la Bénoué et son état-major ont entamé par Garoua, une opération dite «d'assainissement du secteur des motos taxis» dans le département de la Bénoué. L'opération qui s'est déroulée dans la nuit, a permis de saisir 42 mototaxis qui ne répondaient pas à la réglementation en vigueur. Selon nos informations, cette étape de répression intervient après plusieurs séances de travail que le préfet a personnellement présidé dans tous les douze arrondissements de son unité administrative. Après la descente sur le terrain de jeudi 28 février dernier, plusieurs autres descentes sont prévues selon les proches collaborateurs du préfet de la Bénoué. D'après le document-cadre de référence qui définit les contours de cette campagne, celle-ci est conforme à «l'esprit des dispositions légales et réglementaires en vigueur, notamment le décret du Premier ministre du 30 juillet 2013 modifiant et complétant celui du 30 décembre 2008 relatif à l'exploitation des motocycles.»

Les autorités administra-



Des Motos-taximen.

tives de la Bénoué ont à cet effet fixé trois objectifs à cette campagne. Il s'agit dans un premier temps de renforcer la sécurité dans le département de la Bénoué par l'allègement des recherches dans le cadre des enquêtes ouvertes, la simplification des contrôles, une meilleure visibilité de l'activité des mototaxis et la réduction des accidents. Le second objectif

visé l'amélioration des recettes fiscales et douanières et le dernier objectif consiste selon les autorités administratives au raffermissement du civisme dans le département. La campagne se déroule en trois phases. La première phase qui a démarré depuis avril 2018 a consisté essentiellement en la sensibilisation des populations et des moto-taximen.

Cette phase consistait à amener les acteurs du secteur à prendre conscience des enjeux de cette campagne et à préparer psychologiquement les différentes parties, notamment les moto-taximen et les forces de maintien de l'ordre afin d'éviter des affrontements éventuels pendant la phase des contrôles. Les autorités ont ainsi durant cette phase, donné une période d'environ sept mois aux moto-taximen pour se conformer à la réglementation, à savoir, payer les frais exigibles pour l'impôt libératoire qui sont de 11 000 Fcfa pour les localités de Garoua, 6440 Fcfa pour l'arrondissement de Pitoa et 10 000 Fcfa pour l'arrondissement de Bibémi. Il s'agit également de payer une chasuble dont le port est obligatoire pour l'exercice de l'activité dont le coût est de 3500 Fcfa à Garoua, 2500 Fcfa à Pitoa et Bibémi. En plus de ces frais, les moto-taximen qui n'ont pas réglé les frais de dédouanement de leurs motos devront s'acquitter des frais de dédouanement de 40 000 Fcfa et pour couronner le tout, tous les moto-taximen devront désormais peindre les réservoirs de leurs motos en jaune et chaque moto portera désormais sur les deux

côtés du réservoir le numéro d'identification du moto-taximan qui figure sur son chasuble.

«Nous avons effectivement été sensibilisés et j'ai personnellement pris part à deux réunions déjà organisées par notre syndicat. On exige que nous ayons au préalable un permis de catégorie avant même de commencer à constituer les autres pièces du dossier. Je pense qu'avec la nouvelle disposition qui oblige tout le monde à peindre le réservoir en jaune avec les numéros des chasubles qui vont être inscrits sur les deux côtés du réservoir, cela va nous faciliter la tâche. Il y a beaucoup de personnes qui achètent les motos et se lancent immédiatement dans la rue pour travailler, sans aucun papier, quand on les arrête, ils disent qu'ils ne sont pas moto-taximen, qu'ils sont des personnels. Dans certains cas, ce sont des agresseurs qui tendent des embuscades aux honnêtes citoyens dans la ville et on nous accuse en retour. Le fait de peindre les réservoirs en jaune va désormais permettre de bien distinguer les moto-taximen et les motos personnels», explique Adamou Djibrine, moto-taximen à Bibémiré à Garoua. ■

**SEPTENTRION.** Ils ont été conviés à un atelier de formation de deux jours à Maroua.

## Des journalistes outillés sur les droits des personnes handicapées



Des journalistes en formation sur les droits des personnes handicapées.

Par Abali Abdou  
(Stagiaire)

La participation des personnes handicapées aux échéances électorales dans la région de l'Extrême-Nord est mise à mal par un certain nombre des pesanteurs. Quand elles ne sont pas discriminées, ces personnes ont du mal à être impliquées activement dans le processus électoral. Lors de l'élection présidentielle du 07

octobre dernier, l'on a déploré l'absence des bulletins de vote en braille pour les personnes déficientes visuelles.

C'est pour combattre toutes ces pratiques et amener les décideurs à prendre conscience de l'obligation du respect de l'approche handicap que les hommes des médias du Septentrion ont pris part le 28 février et le 1er mars 2019 à un atelier de formation sur les droits des personnes handica-

pées et leur participation à la vie politique organisé par l'Ong Sightsavers Cameroon. «Dans nos communautés les personnes handicapées sont encore victimes de marginalisation et beaucoup des préjugés entourent encore la question des personnes handicapées et plus précisément leur participation à la vie politique et publique qui est très généralement ignorée. Sightsaver avait à cœur de renforcer la capacité des hommes et femmes de médias sur l'approche du handicap de façon à ce qu'on puisse contribuer à la promotion inclusive des personnes handicapées» a expliqué madame Godonou Dossou Sandra, chargée du programme inclusion sociale à Sightsavers Cameroon.

Durant deux jours, il a été question d'initier les hommes des médias à un dialogue franc. Pour Sightsavers Cameroon, les journalistes sont des alliés importants, dans le plaidoyer pour la promotion des droits des personnes handicapées. Cet atelier a visé à renforcer les capacités sur l'approche du handicap qui est basé sur le droit de façon à ce que les approches traditionnelles fondées sur la charité, sur le domaine médical puissent être

remises de côté et considérer plutôt la personne handicapée comme à part entière. Dans la présentation des thématiques, les organisateurs ont aussi insisté sur certaines terminologies liées à l'appellation des personnes handicapées, afin que les hommes des médias qui ont pour tâches quotidiennes de sensibiliser les communautés, de travailler pour le changement des comportements. L'atelier a été également l'occasion d'échanger un peu sur le rôle des médias dans le processus électoral pour que dorénavant, les hommes de médias tiennent en compte les préoccupations des personnes handicapées dans les couvertures médiatiques. «Nous allons travailler ensemble en mettant en application les nombreuses recommandations qui ont été mises en œuvre pour qu'on ait une couverture médiatique du processus électoral beaucoup plus inclusif, pour que les nombreuses personnes handicapées qui n'ont pas pu jusqu'ici se faire inscrire sur les listes électorales aillent le faire pour que le maximum des personnes soient enrôlées et pour qu'enfin la voix des personnes handicapées porte» a indiqué Madame Godonou Dossou Sandra à la

fin des travaux.

Pour les Hommes de médias, cet atelier a fait d'eux désormais des ambassadeurs pour les droits des personnes handicapées. «Au départ je ne pensais pas que j'allais sortir de cet atelier avec beaucoup d'informations concernant les personnes handicapées. C'est vrai que ce sont des personnes que je côtoie quotidiennement, mais je n'ai jamais mis l'accent sur leur considération. Aujourd'hui je comprends et je réalise même qu'un jour je pourrais peut-être me retrouver dans la même situation qu'eux. Donc ma vision globale en ce qui concerne les personnes handicapées a changé et au sortir de cet atelier, je prends l'engagement de m'intéresser à leur quotidien et de participer pleinement à leur inclusion sociale» s'est exprimé Rougayatou Abdouraman, journaliste à Woila Fm.

Les membres des organisations des personnes handicapées qui ont massivement pris part à cet atelier, s'est réjouissent de l'attention que Sightsavers Cameroon porte à leur égard, et de savoir qu'ils peuvent désormais compter sur l'accompagnement des Hommes de médias. ■



**BÉNOUÉ.** Dans la perspective des scrutins à venir le parti de Bello Bouba, tente de regagner du terrain.

# L'Undp bat le rappel des troupes

Par Douworé Ousmane

Après avoir été secouée par des vives dissensions qui ont poussé quelques responsables à démissionner de leurs fonctions, la fédération de l'Union nationale pour la Démocratie et le progrès de la Bénoué joue le va-tout, depuis quelques jours, pour redorer son blason. Organisée en équipes, elle ratisse sa circonscription électorale et procède au renouvellement des organes de base. Plusieurs sous-sections et comités de base sont même créés après l'adhésion des nouvelles recrues. «C'est un travail que nous abattons depuis un peu plus d'une semaine. Nous créons et renouvelons des organes de base. Cela cadre avec la politique d'encadrement de proximité et de mobilisation de nos militants surtout à une période aussi délicate comme celle-ci car dans des jours à venir on parlera des élections. Les meetings comme celui ce matin permet d'évaluer notre santé politique sur le terrain. Lorsque nous assistons des ralliements ou au retour à la case principale comme cela en est le cas pour



Des militants de l'Undp.

quelques-uns de Dengui comme vous l'avez constaté, cela suppose notre parti se porte bien dans le nord. Nous avons enregistré des nouvelles adhésions partout où nos équipes ont été déployées. Que ce soit à Dembo, Touroua ou ici même à Dengui, nous avons enregistré plusieurs centaines de nouveaux militants. Ils nous viennent pour la plupart

du parti au pouvoir et du Fnc. C'est un signe promoteur qui ne saurait nous laisser indifférents. Avec cet engouement quasi général, nous espérons pouvoir améliorer nos scores et même remporter les élections à venir dans la Bénoué» déclare Alhadji Ahmadou, chef de la délégation Undp à Dengui.

La caravane s'est déployée

dans les arrondissements de Garoua 3ème, Touroua et Dembo le 1er mars dernier. Le son de cloche était le même dans tous les meetings. L'enregistrement des nouvelles recrues a toujours précédé la phase du renouvellement des organes de base. De nombreuses sous-sections sont éclatées créant ainsi des nouvelles sous-sections. «Nous n'avions qu'une seule sous-section à Dengui par le passé. Elle a été éclatée en trois car un nombre important de nouvelles personnes ont adhéré au parti. C'est le même scénario de par le département. Que ce soit à Mayo Hourna, à Baschéo ou à Lagdo et Ngong il y a une sorte de remobilisation des militants autour des idéaux du parti. La liste des nouvelles recrues se rallonge au jour le jour» ajoute Alhadji Ahmadou, chef de la délégation Undp à Dengui.

À Dengui dans l'arrondissement de Garoua 3ème, 175 personnes ont quitté le bateau du parti au pouvoir pour rejoindre l'Undp. «Nous avons tout donné au Rdpc, mais nous n'avons récolté que mépris et déception.

Nous sommes au moins mille votants ici à Dengui. Nous nous sommes entendus par le passé de voter pour un seul et même parti pour tirer profit. Des promesses nous ont été faites lors des élections passées, mais aucune de ces promesses n'a été tenue. Tout porte à croire que nous ne comptons pas pour ce parti d'où notre démission. Nous sommes 175, détenteurs des cartes d'électeurs, à quitter le Rdpc ce matin. 287 noms des sans cartes d'électeurs ont été remis aux responsables de notre nouveau parti pour l'établissement des cartes d'électeur. Cette liste comporte toutes leurs coordonnées. Il va de leur intérêt de leur faciliter l'obtention dudit document. L'Undp est un parti de progrès, nous espérons qu'en la propulsant au pouvoir, elle subviendra à nos besoins» déclare Baraï Jean, président d'une sous-section Undp de Dengui.

Il faut peut-être le relever, l'Undp espère réellement tirer son épingle du jeu lorsqu'on sait la bataille risque être très rude entre les trois partis : l'Undp, le Fnc et le Rdpc. ■

**MAROUA 3E.** C'était à l'occasion des mariages collectifs célébrés en prélude à la fête du 08 mars.

# 82 couples officialisent leurs unions



La mairie de Maroua 3eme.

Par Abali Abdou (stagiaire)

Finis le statut de concubinage pour ces 82 couples dans la ville de Maroua. Drapés dans leurs plus belles tenues, ils sont passés le 02 mars 2019 devant l'officier d'état civil, le 3e adjoint au maire de la commune de Maroua 3e pour officialiser leurs unions. «À l'occasion des 38e années de la journée internationale de la femme, la commune de Maroua 3e s'est engagée à encourager nos femmes, nos mères, nos vieux qui se marient souvent en concubinage ou bien le mariage coutumier sans toutefois légalisé leur union à le faire. C'est une sensibilisation pour le Grand-Nord, on ne doit pas seulement se limiter à la commune de Maroua 3e», a

déclaré madame Ngomna, 3e adjointe au maire de la commune de Maroua 3e qui a présidé la cérémonie. Cette célébration à en croire madame la maire, a pour but de protéger les droits des femmes et des enfants. L'initiative de la commune vise non seulement à épargner des lourdes dépenses induites pour des pareils projets sociaux, mais, aussi à unir les couples vivants en union libre depuis plusieurs années. Ce qui leur permettra d'assurer une certaine sécurité à leur progéniture.

Amour, dialogue, fidélité et tolérance sont entre autres les principales recommandations rappelées aux différents couples du jour avant l'officialisation de leurs unions. Une importante

foule d'amis, des parents et d'invités a assisté à la cérémonie pour encourager et célébrer les élus du jour. Dans un consentement mutuel, les couples à l'honneur ont signé le régime monogamique ou polygamique. Tous ont exprimé leur joie de s'être mariés officiellement aujourd'hui et de la gratuité des mariages collectifs civils qui permettent de mettre les couples en règle. «On a sécurisé notre famille aujourd'hui. On a longtemps attendu ce moment. Donc c'est un jour nouveau pour mon mari et moi. La commune de Maroua 3e vient de nous permettre de réaliser nos rêves» s'est exprimé madame Guiassi Rosalie avec beaucoup de joie auprès de Daboulé Pascal ensemble depuis plus de 10 ans.

Pour le couple Maliki Ousman, l'officialisation de leur union relève des nombreux avantages de l'acte de mariage. «Nous avons passé 30 ans ensemble et nous avons jugé nécessaire de légaliser notre mariage. Comme ça même après la mort les enfants auront quelque chose. Ma femme et moi sommes très contents et nous remercions vraiment les autorités de la commune de Maroua 3e qui ont bien voulu nous offrir cette occasion» s'est-il réjoui.

Les responsables de la commune de Maroua 3e se réjouissent de l'engouement qu'ont

manifesté les couples et promettent d'organiser régulièrement ces mariages collectifs pour aider ceux qui pas les moyens d'officialiser leur union et de permettre aux couples de bénéficier des avantages qu'octroient les actes d'État civil. «Cela n'est

pas seulement pour la semaine de la femme. La commune de Maroua 3e a ouvert ses portes à tous les couples qui souhaitent établir les trois actes d'État civil, documents très nécessaires pour une famille» a précisé madame Ngomna. ■

**L'oeil DU Sahel**

Trihebdomadaire régional d'informations du Nord-Cameroun  
Autorisation N°00019/RDDJ/106/BASC  
Siège : Yaoundé - Tél. : 243 57 99 11  
E-mail : loelldusahel100@yahoo.fr / loelldusahel@gmail.com

<p><b>Directeur de la Publication</b> GUIBAÏ GATAMA, Tél. : 699 92 32 70</p> <p><b>Conseillers du Directeur de la Publication</b> David WENAI, Tél. : 699 92 32 71 Francis EBOA, Tél. : 699 10 48 45 ALKALI, Tél. : 699 83 33 06</p> <p><b>Chargé de Mission</b> Juste Martial ZAMEDJO, Tél. : 697 20 12 05</p> <p><b>Directeur de l'Édition</b> Damien KIDAH, Tél. : 675 24 99 59</p> <p><b>Rédacteur en chef</b> GUIBAÏ GATAMA</p> <p><b>Coordonnateur de la rédaction :</b> Yanick YEMGA, Tél. : 697 95 63 67</p> <p><b>Coordonnateurs adjoint de la rédaction :</b> Nadine NDJOMO, Tél. : 697 20 80 82 Bertrand AYISSI</p> <p><b>Secrétaire de rédaction :</b> Francky Bertrand BENE, Tél. : 677 12 06 41</p> <p><b>Chefs de Rubriques :</b> Politique et Actualité : Yanick YEMGA Economie et Vie des entreprises : Brice R. MBODIAM, Tél. : 696 63 06 63 Santé : Olive ATANGANA, Tél. : 699 36 43 03 Culture et Sport : EBAH ESSONGUE SHABBA, Tél. : 696 07 75 24 Tribunal : Florette MANEDONG, Tél. : 694831773 Environnement : Jean AREGUEMA Société : Bertrand AYISSI Reportage et Education : Nadine NDJOMO</p> <p><b>Rédaction</b> Raoul GUIVANDA, Yvonne SALAMATOU, Florette MANEDONG, Abdoukarim HAMADOU, Hamadou BAYAM, ABAKACHI, Marie Lucie AYAKA.</p>	<p><b>Agence de l'Adamaoua</b> Chef d'Agence : Bertrand AYISSI, Tél. : 696 32 26 35</p> <p><b>Agence de l'Extrême-Nord</b> Chef d'Agence : Jean AREGUEMA, Tél. : 695 08 69 88</p> <p><b>Agence du Nord</b> Chef d'Agence : David MARTIN, Tél. : 675 41 73 50 Coordonnateur : Innocent YOUNDA, Tél. : 655 74 18 42</p> <p><b>Agence de Douala :</b> Chef d'Agence : ALKALI, Tél. : 699 83 33 06</p> <p><b>Collaboration</b> Issa BATAN, Dominique M. MODO, Douworé OUSMANE, LIKAMATA, Aliou DJARIDA, WASKIRANG</p> <p><b>Chroniqueurs</b> MOHAMADOU TALBA BANA BARKA</p> <p><b>Infographie</b> Damien KIDAH Juste Martial ZAMEDJO</p> <p><b>Caricatures</b> Jean Aimé ESSAMA (J@imes), Tél. : 699 59 87 82</p> <p><b>Responsable des Abonnements et de la maintenance :</b> Lazare KALDAPA VETCHE, Tél. : 674 99 40 71</p> <p><b>Responsables du suivi administratif :</b> Pierre Célestin OLINGA, Tél. : 674 58 86 30 Nadège BIMOGO, Tél. : 696 70 31 49</p> <p><b>Imprimerie</b> MACACOS - Tél. : 679 06 32 39</p>
--	---



**NORD.** En service au ministère de la Justice, elles organisent une série d'activités à cet effet depuis le 1er mars 2019.

## Les femmes se mobilisent pour l'égalité des sexes



Photo de famille.

Par **Ebah Essongue Shabba**

Les femmes de la cour d'appel du Nord, ammenées par la procureure générale Régine Esseneme, mènent depuis le vendredi 1er mars, une série d'activités dans le cadre de la semaine de la femme, ceci en prélude à la célébration de la journée internationale de la femme prévue ce 8 mars. Ces activités sont également un prétexte pour ces dames de se tenir une fois encore aux côtés de leurs sœurs du Cameroun et du monde entier pour réitérer leur attachement à une de leur valeur fondamentale, l'égalité

des sexes entre les femmes et les hommes. L'activité inaugurale a été une table ronde qui s'est tenue le vendredi dernier dans la salle de conférence de l'ART, sur les sous-thèmes «*promotion de l'égalité des sexes : rôle de la société civile*» et «*égalité des sexes et pratiques socioculturelles*». L'échange qui a convoqué plusieurs acteurs comme panélistes, était animé par le procureur général près la cour d'appel du Nord. Durant trois heures d'horloge, les débats ont porté sur l'importance de l'éducation des filles pour l'autonomisation des femmes et l'atteinte de l'objectif de l'égalité

des sexes, le rôle du CNDHL pour la promotion et la protection des droits de l'Homme, sur l'égalité des sexes du point de vue religieux et l'impact des activités des associations féminines dans la lutte contre les discriminations faites aux femmes. Durant cette table-ronde, les participants ont dénoncé toutes les pratiques qui constituent un goulot d'étranglement à l'égalité des sexes et elles ont plaidé en faveur de l'éducation de la jeune fille, le respect des droits des femmes et l'autonomisation de celles-ci. «*La femme a*

*le pouvoir de s'affranchir de l'autorité, de la servitude, des préjugés et d'aller défendre son point de vue. Cette table-ronde nous a surtout permis d'identifier les mesures à prendre et celles à renforcer ainsi que les acteurs de leur mise en œuvre ceci pour mettre fin aux inégalités et aux discriminations dont sont victimes les femmes*», a rappelé Régine Esseneme.

Lundi 4 mars dès 6 h 30, les femmes de la cour d'appel du Nord ont débuté leur semaine par une séance de fitness à l'esplanade du palais de justice de

Garoua, suivi d'une causerie éducative sur le VIH sida et une démonstration de l'utilisation du préservatif féminin. Hier mardi, les femmes de la justice étaient à la prison centrale de Garoua où s'est tenue une causerie éducative avec les femmes détenues sur la préparation à la réinsertion. Ce mercredi est consacré à la journée d'hygiène et salubrité au palais de justice en attendant le grand jour, le vendredi 8 mars, où elles prendront part au défilé avant de clôturer cette semaine d'activités par un après-midi récréatif. ■

### RÉACTION

**Iman Ibrahim**, religieux.

«*La femme en islam a des droits mais aussi des devoirs*»

Cette rencontre avec les femmes de la région du Nord était une occasion pour moi de présenter les avantages de certaines pratiques culturelles et religieuses susceptibles de promouvoir l'émancipation réelle de la femme et son égalité vis-à-vis de l'homme. Et je voudrais dire aux femmes de retenir que dans la culture ou dans la religion elles ont leur place et que l'islam est une religion qui sait s'adapter peu importe les époques et les



générations. Elles ne sont pas oubliées dans la religion et il ne faut pas qu'elles se laissent

manipuler par les charlatans qui leur font croire que l'islam les chosifie ou que la femme n'a aucun droit. C'est faux tout cela. L'islam défend et protège la femme et c'était l'un des combats du prophète Mohamed qui s'est attelé à défendre le droit des femmes et combattre certaines discriminations à leur égard. Que les femmes musulmanes sachent qu'elles ont des droits tout comme elles ont des devoirs. ■

**RÉGINE ESSENEME.** Elle milite depuis quatre ans pour la promotion et de la protection des droits des femmes.

## La procureure qui traque les inégalités du fait du genre

Par **E.E.S.**

«*Il faut résister pour qu'on applique la loi, persévérer pour ne pas reculer et faire bouger les lignes en faveur des femmes*». Ces paroles martelées avec fermeté le vendredi 1er mars dernier à Garoua par Régine Esseneme, procureur général près la cour d'appel du Nord, traduisent à suffisance la détermination de cette amazone qui a décidé depuis son arrivée à la cour d'appel du Nord, d'aller en croisade contre les inégalités de sexes.

En effet, depuis quatre ans, Régine Esseneme fait œuvre de sensibilisation et de formation sur les droits des femmes et des enfants, en tenant compte du contexte socioculturel. C'est ainsi que depuis 2015 grâce à l'appui de cette magistrate hors hiérarchie, les populations ont été sensibilisées sur plusieurs thématiques. Sur les droits humains des femmes, notamment le droit des filles à succéder à leur défunt père et mère, au même pied d'égalité que les garçons ; leur droit à l'éduca-



tion sans discrimination, leurs droits au travail et leur droit de gérer leur fécondité. Régine Esseneme et ses volontaires ont également sensibilisé les populations sur les méfaits des mariages précoces et forcés des enfants en martelant que l'âge légal du mariage suivant la législation en vigueur est de 18 ans tant pour les hommes que pour les femmes. Ces descentes

sur le terrain ont également permis de sensibiliser les populations sur l'enregistrement des naissances, sur l'accès à la terre et à la propriété foncière par les hommes et les femmes en rappelant l'étendue des attributions des autorités traditionnelles et celle de l'administration sur les terrains relevant du domaine national de l'État. Le procureur près la cour d'appel

du Nord n'a surtout pas manqué l'occasion durant ses quatre années de terrain de sensibiliser les populations sur le rôle de la femme dans le maintien de la paix et de la sécurité, sur les avantages et les inconvénients de l'utilisation de réseaux sociaux, sur les droits des orphelins et des conjoints dans la succession et sur les innovations du nouveau code pénale pour la protection des droits des femmes notamment la répression de l'excision, du harcèlement sexuel, du repassage des seins, du refus à la scolarisation, de la répudiation ou encore du viol. «*Le message que j'ai voulu faire passer lors de toutes ses activités peut se résumer en ce que sur le plan légal les hommes et les femmes ont les mêmes droits au Cameroun et que conscient de la persistance de pratiques néfastes aux femmes, le législateur a érigé certaines de ces pratiques en infractions pénales tandis que la répression existante d'autres a été renforcée*», explique Régine Esseneme.

De ces quatre années de croisade sur le terrain de l'action, cette amazone des causes féminines dégage tout de même un constat : «*le constat est que malgré ce corpus juridique pertinent, l'égalité réelle entre les hommes et les femmes demeure un vœu dont la réalisation dépend de tous et de chacun à travers l'abandon des pesanteurs socioculturelles qui pèsent sur les femmes*», explique Régine Esseneme qui n'a pas dit son dernier mot. Dans sa lutte pour la promotion de l'égalité des sexes, elle compte mettre toute son énergie pour torde le cou à certaines pratiques religieuses et coutumières qui au 21e siècle continuent de considérer la femme à tout âge comme une personne non émancipée dont l'homme est le seul guide et celle-ci n'a pour rôle essentiel que la reproduction. Une rude bataille certes, mais qui mérite d'être menée, car selon Régine Esseneme, «*c'est la seule issue pour parvenir à une réelle égalité des hommes et des femmes*». ■



**NORD.** Sadou Missa a été désigné par l'autorité administrative au terme d'un long processus.

## Un nouveau chef intronisé à Balkossa

Par I.B.Y.

Au terme d'un processus long et éprouvant, le sous-préfet de l'arrondissement de Béka, dans le département du Faro, Aminou Hamadou, a procédé à l'installation le 31 janvier 2019, au nouveau chef du village Balkossa. Au lendemain du décès de Yougouda Hamadou, titulaire du poste, deux candidatures, contre toute attente ont été enregistrées à la sous-préfecture de Béka. Il s'agissait des candidatures de Sadou Michel et de Sadou Missa. En attendant de départager les deux protagonistes, Norbert Ahidjo a été désigné chef par intérim de Balkossa. «Chaque peuple ne vaut que par la qualité et les dispositions des hommes pour appliquer les règles de sa culture. A priori, les deux candidatures ne posaient pas de graves problèmes, mais il fallait absolument tout mettre en œuvre pour appliquer les traditions telles qu'elles ont toujours été prescrites, et ce dans le calme, la paix et l'harmonie. C'est ce

qui a toujours été fait et il ne nous appartenait pas de déroger à cette règle. Ce qu'il faut comprendre déjà c'est dans notre culture, dans les villages Yeli, Malkoga et Balkossa, tous de la localité de Béka, la succession est matriarcale ou matrilineaire. Quand vous êtes prince de la chefferie, il vous sera difficile d'accéder au trône. Pour le cas d'espèce, plusieurs princes répondaient au profil, mais ne pouvaient pas faire acte de candidature. C'est donc sur la base du respect des normes prescrites par les lois ancestrales et sous le regard bienveillant du chef de village voisin de Tchamba, Sa Majesté Yougouda Koeranga que le sous-préfet a réussi à départager les deux protagonistes et porté à la tête du village Balkossa, Sadou Missa», explique Me Philémon Abdoulaye, élite et prince de la localité.

Né vers 1979 à Balkossa, Sadou Missa est commerçant de profession. Marié et père de nombreux enfants, il devient

ainsi le 6e de la lignée des chefs de troisième degré de la chefferie de Balkossa avec pour ambition affichée de sortir la localité de l'enclavement qui handicape sérieusement son développement. Situé en plein cœur de l'arrondissement de Béka, Balkossa est principalement caractérisé par la présence très remarquable des massifs rocheux qui encerclent le village. Les populations de Balkossa vivent essentiellement de l'agriculture et de l'élevage. Le nouveau chef aura, entre autres dossiers importants sur sa table à gérer, la question des conflits agropastoraux qui opposent assez souvent les agriculteurs aux éleveurs en quête de pâturage pour leurs bêtes. Sadou Missa aura également fort à faire avec les questions de prises d'otages qui sont régulières dans la zone, de l'exploitation anarchique du bois et des ressources forestières et des conflits frontaliers avec les villages voisins au Nigéria. La localité est aussi caractérisée par un flux important d'échanges commerciaux avec le



Nigéria ceci en raison de la proximité de la frontière avec le grand voisin. Une importante délégation nigérienne d'ailleurs pris part à la cérémonie d'installation de Sadou Missa. Celle-

ci en provenance des localités de Jiméta et de Samba au Nigéria était conduite par El Hadj Sahabo Adjia Mohamed, homme d'affaires bien connu dans la localité. ■

**Oumarou Vaidang,** promoteur du festival des danses traditionnelles d'Adoumri.

## «Amener les jeunes à s'investir dans l'entrepreneuriat agropastoral»

Propos recueillis par  
Innocent-Blaise Youda

**Quel bilan peut-on faire aujourd'hui de la seconde édition du festival annuel multiculturel des danses traditionnelles d'Adoumri-Kolléré ?**

Pour cette seconde édition, les organisateurs du festival annuel multiculturel des danses traditionnelles ont décidé d'introduire plusieurs innovations. La première, était déjà un concours pour la désignation du meilleur éleveur d'Adoumri-Kolléré et du meilleur cultivateur de coton de la localité. Monsieur Yaya Arding a reçu le premier prix du meilleur éleveur de bœufs d'Adoumri-Kolléré, soit un trophée, un diplôme d'excellence du meilleur éleveur et une prime en nature évaluée 50 000 FCfa, monsieur Ldoede Manaouada Douet désigné par le jury meilleur cultivateur de coton a reçu un diplôme d'excellence du meilleur agriculteur, et une prime en nature évaluée également à 50 000 FCfa. Ensuite, nous avons l'élection miss Adoumri-Kolléré 2019. Il s'agissait pour chaque groupe de danse qualifiée pour participer au festival de présenter une candidate. Chacune des candidates a ensuite défendu les valeurs culturelles, traditionnelles et sociales du groupe qu'elle représentait. Elles devaient également se distinguer par la qualité de leurs tenues et le niveau de culture générale. Au terme de la compétition, la jeune Jacqueline



Doumagai a été élue miss Adoumri-Kolléré 2019. Elle a ainsi reçu une prime d'une valeur de 50 000 FCFA, un trophée et une couronne.

En dehors de ces principales innovations, le principal temps fort du festival qui s'est déroulé à l'esplanade du lamidat d'Adoumri-Kolléré les 16 et 17 février dernier aura été naturellement la compétition des groupes de danses. Au terme de cette compétition, comme l'année dernière lors de la première édition, le groupe de danse Toupouri est arrivé en tête de la compétition. Ils ont reçu une prime de 50 000 FCFA, suivi du groupe de danse Laka qui est arrivée en seconde position avec une prime de 30 000 FCFA et en troisième position le groupe de danse Mada qui a reçu 20 000 FCFA. Au total, il y avait huit groupes de danse représentants

les aires culturelles Toupouri, Foulbé, Guiziga, Laka, Lame, Mada, Mafa et Zime.

**Vous avez placé cette seconde édition sous le thème de la promotion du multiculturalisme, de la paix et de la cohésion sociale. Pourquoi ?**

Après le succès enregistré lors de la première édition en 2018 et surtout l'engouement que l'initiative avait suscité chez les populations, nous avons naturellement pensé qu'il fallait non seulement rééditer l'exploit, mais accorder un accent particulier aux thèmes que vous évoquez. Il faut noter au passage que la localité d'Adoumri-Kolléré fait partie des villages de l'arrondissement de Bibémi que couvre le Lamidat de Bibémi, dans le département de la Bénoué. Il regorge une popula-

tion de plus de 60 000 âmes constituées essentiellement d'éleveurs, d'agriculteurs et de commerçants, tous caractérisés par un dynamisme à nulle autre pareille. Vous le savez sans doute déjà, nous possédons l'un des marchés à bétails les plus importants de la sous-région. Toutes choses qui justifient que l'on retrouve à Adoumri-Kolléré, toutes les couches sociales de notre société, une très grande majorité des ethnies que compte notre pays et même des ressortissants étrangers.

Tout ce monde cohabite allègrement depuis plusieurs années et n'a pas eu besoin que nous initiions le festival pour découvrir les notions du vivre ensemble, du multiculturalisme. Notre projet en adoptant cette thématique visait simplement à renforcer et solidifier ce qui se fait déjà de bien sûr le terrain au quotidien. Nous voulons également à travers cette initiative, défendre et promouvoir nos valeurs culturelles et ancestrales, car de nombreux jeunes qui naissent aujourd'hui n'ont pas le même rapport que nous avions avec nos valeurs culturelles.

**Vous évoquez le marché à bétail d'Adoumri qui fait notamment office de référence dans le domaine. En quoi le festival dont vous êtes le promoteur peut contribuer à valoriser le potentiel économique et touristique de votre localité ?**

J'ai évoqué plus haut les

principales innovations de cette deuxième édition et vous remarquerez qu'il y a eu l'introduction de plusieurs compétitions concernant les acteurs économiques et socioculturels. Il ne s'agissait pas pour nous simplement de récompenser les compétiteurs, mais de mettre en avant les potentialités des acteurs ayant pris part à ces compétitions. À travers ces concours, nous voulons encourager le plus grand nombre de personnes, et surtout les jeunes, à s'investir dans l'entrepreneuriat agropastoral. Dans ce domaine, Adoumri dispose d'un potentiel très important et il nous appartient d'encourager les jeunes et tous les hommes et femmes à s'investir pour le développement de la localité. Nous devons être nous-mêmes les premiers acteurs de notre développement.

Au-delà cet aspect de la promotion économique et agropastoral, le festival annuel multiculturel des danses traditionnelles vise également à promouvoir le tourisme dans la localité d'Adoumri. Nous disposons d'un potentiel touristique qui ne demande qu'à être valorisé. De nombreuses personnes viennent à Adoumri pour faire leur marché, c'est une opportunité que nous devons exploiter en développement le tourisme local pour les encourager non pas à repartir immédiatement après leur marché, mais à rester quelques temps pour découvrir la localité. Ça aussi ça peut aider à développer le village. ■





# CCILE

CAMPAGNE CITOYENNE D'INSCRIPTION  
SUR LES LISTES ÉLECTORALES

## LA CARTE D'ÉLECTEUR, UN TRÉSOR CITOYEN

Inscris-toi très vite !



**SANTÉ PUBLIQUE.** Le sujet jugé sensible, est évité par les deux parties.

# Le Cameroun insolvable auprès de l'OMS

Par Olive Atangana

Le Cameroun n'est pas à jour de ses cotisations annuelles statutaires pour la période 2015-2018, auprès de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Il traîne ainsi des arriérés d'un montant d'environ 108 millions de Fcfa. Soit 36 millions de Fcfa à payer par an. «*En réalité ce n'est pas grand-chose*», relativise une source proche du dossier. Au sein de l'OMS, il se murmure même que le sujet faisait partie des éléments factuels préparés à l'attention du Dr Matshidiso Moeti, la Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, en visite au Cameroun du 20 au 23 février 2019. Une insolvabilité sur laquelle, les autorités camerounaises et onusiennes sont très peu disertes. La preuve, lorsque l'on aborde le sujet tout le monde se défile. C'est que le sujet jugé sensible, «*peut à la limite frôler l'incident diplomatique*», lâche notre source. Et même si elle reconnaît que l'information est avérée. La loi du silence est donc de rigueur autant auprès de la partie camerounaise à travers la direction de la Coopération au ministère de la Santé publique



Le siège de l'OMS à Genève.

(Minsanté), que de l'OMS.

## NÉGLIGENCE ET CONSÉQUENCES

Selon nos informations, ceci relève davantage d'une négligence et d'un manque de suivi. «*On se retrouve avec des lourdeurs administratives qui aboutissent à ce genre de situation or c'est une priorité. Un ministre passe une année sur le terrain à visiter des chantiers de construction des hôpitaux alors qu'il faut s'occuper de ces cotisations, prioriser ce dossier*», argue le Dr Albert Ze, fondateur et CEO de l'Institut de

Recherche pour la Santé et le développement (Iresade). Une autre source plus caustique, affirme que le Cameroun est coutumier du fait. Et pas seulement auprès de l'OMS mais aussi, auprès du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (the Global Fund to ... Nations Unies). Pour l'heure, la conséquence immédiate de cette situation auprès de l'organisme onusien est que le pays de Paul Biya risque d'être suspendu de son droit de vote et de prise de parole à la 72ème Assemblée mondiale

de la santé, prévue du 20-28 mai 2019. Nos sources s'accordent ainsi à dire qu'il y a une nécessité pour le Cameroun, de s'acquitter des fonds de contrepartie auprès des mécanismes de financement dont le Fonds mondial. Parce que, non à jour de ses cotisations de ce côté aussi, «*Le Cameroun peut être privé également des aides et subventions dans le domaine de la santé*», regrette le Dr Ze. Ce qui porterait un sérieux coup à la lutte contre le VIH Sida, le paludisme et la tuberculose.

## «MAUVAISE GESTION»

Les contributions fixées de l'OMS sont dues et payables au 1er janvier par tous les États membres et membres associés de l'OMS. Dans le barème des contributions des Membres et des Membres associés pour l'exercice 2018-2019 (%) produit par l'OMS et que nous avons consulté, le Cameroun ne s'acquitte que de 0,0100% des dites contributions. «*C'est insignifiant par rapport à tous les problèmes de santé que nous avons. Parce qu'au moment d'attribuer une aide, on le fait en fonction de ce qu'un pays donne. Voilà pourquoi nous n'avons que des miettes*

quand les autres pays ont des financements conséquents», indique-t-il. Dans ce document, il apparaît qu'auprès de d'autres pays Africains voisins, le Cameroun n'est pas logé à la bonne enseigne de ce baromètre de contributions.

Le Gabon par exemple, contribue à hauteur de 0,0170% ; le Nigéria 0,2090% ; le Ghana 0,0160% ; la Côte d'Ivoire 0,0090% et le Congo 0,0060%. «*La première chose est que les organismes donnent suffisamment de temps aux membres afin de s'acquitter de leurs cotisations. L'une des principales justifications de ce non-paiement est la mauvaise gestion des finances publiques liées à la santé. On rencontre ainsi plusieurs comportements non rationnels qui font que l'argent est le plus souvent affecté à des dépenses non prioritaires*», soutient celui qui est par ailleurs économiste. Quoi qu'il en soit, du côté de l'OMS l'on s'accorde à dire que «*c'est le mariage parfait*» entre le Cameroun et l'institution onusienne. Et en guise de preuve de cette «*relation de qualité*», la construction en cours à Yaoundé, du nouveau siège de l'OMS au Cameroun. ■

**POLIOMYÉLITE.** Le pays qui fait du charme aux donateurs recherche 3 milliards de Fcfa pour combler le gap de financement de son plan de transition polio.

# Le Cameroun à court de financements



Les donateurs, autour du Minsanté.

Par Olive Atangana

Il y avait du beau monde à l'hôtel Hilton de Yaoundé le 27 février 2019. Il se recrutait parmi les représentants de l'OMS et de l'Unicef au Cameroun, des missions diplomatiques, des organismes internationaux, des chefs des agences de coopération, des partenaires techniques et financiers du secteur de la santé, les parlementaires, la société civile et des personnalité ressources. Tous réunis autour du ministre de la Santé Publique, Manaouda Malachie. D'ailleurs, l'évènement s'y prêtait : Une table-ronde des donateurs, pour le financement de la transition polio, dont le budget prévisionnel s'élève à 37 milliards 451 millions 489 mille 933 de Fcfa, sur cinq ans (2017-2021). Ceci, pour maintenir le statut d'Etat exempt de polio déclaré en 2015 et assurer la continuité des actions en cours. Ce qui s'avère difficile, parce que le Cameroun fait face à une réduction des res-

sources extérieures. «*C'est un évènement que nous désirons fortement catalytique, destiné à améliorer la couverture vaccinale, à travers la mise en œuvre complète des activités programmées dans le Plan de Transition. Il s'agit d'une véritable refondation de nos logiques d'action en vue de résultats plus probants et plus durables*», a déclaré le Minsanté.

En effet, les principaux donateurs traditionnels ont décidé de se retirer de manière progressive. Ce qui amène donc le pays à rechercher de nouveaux financements. Celui disponible des partenaires techniques financiers qui est de 33 milliards 511 millions 776 mille 528 Fcfa, s'avère insuffisant. Il est réparti ainsi qu'il suit : Gavi Alliance pour la vaccination (Gavi) : 1 milliard 270 millions 941 450 mille Fcfa ; l'OMS : 16 milliards 144 mille 086 mille 784 Fcfa ; l'Unicef : 10 milliards 667 millions 656 mille Fcfa ; The Clinton Health Access Initiative et The Centers for Disease

Control and Prévention ; l'Etat du Cameroun : 5 milliards 319 mille 317 Fcfa. Il subsiste donc un gap de financements des activités dudit plan de transition chiffré à 3 milliards de Fcfa, à combler. D'environ 10,52%, ledit gap connaît un accroissement progressif de la 1ère à la 5e année de la phase de transition. Raison pour laquelle, il faut faire du charme aux donateurs, recueillir des engagements formels des potentiels donateurs et explorer de nouveaux partenariats. Parce que, le Cameroun est à cours de financements pour mener à bien cette transition. Laquelle s'annonce assez délicate et complexe selon l'Unicef, et nécessite la collaboration de tous les partenaires pour éviter de perturber le système de santé. La réduction de 55% des financements de l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite (Imep) pour la période 2017-2019 est venue en rajouter à cette tension de trésorerie que connaît déjà le Cameroun.

## PLAN DE TRANSITION POLIO

Le plan de transition polio est élaboré sur cinq ans : 2017-2021. L'enjeu ici, est de mener à bien le plan de transition et déclarer le Cameroun éradiqué de la poliomyélite. L'argent dont a besoin le Cameroun pour ce plan servira notamment, à la vaccination de routine, la surveillance et la noti-

fication des maladies évitables par la vaccination et la gestion du programme, gestion des ressources humaines et planification. Les trois fonctions essentielles pour le maintien du pays exempt de polio cumulent à 90,7% des besoins de financements : La surveillance et la notification des maladies évitables par la vaccination (environ 11%), la vaccination systématique (environ 25%) et l'initiative de lutte accélérée contre la maladie à 33%.

Certains de ses objectifs sont entre autres, d'interrompre toute chaîne de transmission et d'entrée du polio virus sauvage sur l'étendue nationale d'ici 2021 ; augmenter la couverture vaccinale en vaccins polio oral et polio injectable de 10% avec un focus sur les districts de santé et population à haut risque en fin 2018, renforcer la surveillance épidémiologique afin d'atteindre le niveau de certification des indicateurs de surveillance des parasites au niveau national et intra national ; accroître progressivement la part de budget du Minsanté alloué au Programme élargi de vaccination (PEV) de 2% à au moins 25% en 2025. «*Ceci est évidemment insuffisant pour mettre en œuvre, l'ensemble des activités de vaccination*», regrette le Dr Hamadou Ba, directeur de la Coopération au ministère de la Santé publique (Minsanté).

## CHUTE DES PERFORMANCES

En 2018, environ 200 362 enfants n'ont pas été vaccinés dans les régions prioritaires. L'Extrême-Nord qui en fait partie a un lourd fardeau, avec plus de

57% d'enfants non atteints. Le Nord-Ouest et le Sud-Ouest ont à elles seules, presque 6000 enfants non vaccinés et d'autres districts de santé qui ont des contre-performances chroniques, avec un nombre d'enfants non atteints très élevé. Suffisant donc pour faire dire au Dr Christine Harmelle Ename Ename, secrétaire permanente du PEV, qu'«*il y a un risque résiduel d'épidémie de polio au Cameroun*». Ceci, entre autres dû au fait que la circulation du poliovirus peut être non détectée, les couvertures vaccinales sont insuffisantes. Même si depuis 2015 le Cameroun n'a pas enregistré de nouveaux cas de Polio virus sauvage, le pays reste à haut risque de flambées de poliomyélite et de rougeole et ne peut se permettre aucune réduction de l'appui à la vaccination et des activités de lutte contre la poliomyélite. Ce d'autant plus que 2016 à 2018, il y a une chute des performances. Selon le Dr, certains districts de santé ont un taux de couverture de moins de 50% et seulement la moitié ont une couverture comprise entre 50 et 80%. 49 millions de cibles devaient être vaccinés mais 45 millions ont pu l'être. «*C'est à nous de fixer le cap des réformes et de conduire, avec l'ensemble des partenaires, le processus qui doit aboutir à la mise en œuvre effective du Plan de transition. Les pouvoirs publics s'engagent à tenir leur part de responsabilité. Nous savons pouvoir compter, dans ce processus, sur la collaboration et l'appui multiforme de nos partenaires*», a souhaité Manaouda Malachie. ■



**Ibrahima Dewa,** maire de Kontcha.

# «Des Nigériens viennent voler notre bois»

**Maire, lamido, directeur du CES, vice-président de la section Rdpc de Kontcha, cet homme-orchestre peut se targuer d'avoir apporté tous les réseaux téléphoniques dans l'arrondissement, grâce à ses «efforts personnels». Après des études à l'université de Ngaoundéré, en histoire culturelle et politique, il est issu de la première promotion de l'école normale supérieure de Maroua. Professeur des lycées de l'enseignement général, né le 12 mars 1976, cette autorité passe en revue les grands défis et qui interpellent l'arrondissement de Kontcha.**

**Entretien mené par  
Bertrand Ayissi**

**Pouvez-vous présenter l'arrondissement de Kontcha dont vous êtes le maire et le lamido ?**

Kontcha est une sphère communale dotée de 12 500 habitants. Nous sommes situés à plus de 300 km de Ngaoundéré, à environ 136 km de Tignère qui est le chef-lieu du département du Faro et Déo. Nous sommes un peu enclavés, il faut l'avouer, à cause de l'état de la route. La route de Tignère à Kontcha, sans parler de celle entre Tignère et Ngaoundéré qui est le chef-lieu de la région de l'Adamaoua, est en très mauvais état. Entre Tignère et Kontcha, cette route est dégradée, et c'est depuis 14 ans qu'elle n'a pas été refaite. Il y a trois ponts détruits depuis : celui sur le Mayo-Ouldé dans l'arrondissement de Tignère, celui sur le Mayo-Dinti dans l'arrondissement de Mayo-Baléo, le pont sur le Mayo-Djaoulé dans l'arrondissement de Mayo-Baléo et enfin, le pont sur le Mayo-Déo. Vous pouvez donc comprendre que sans pont, on ne peut pas accéder à ces localités. Donc, deux arrondissements essentiellement agricoles, qui sont comme les greniers du Faro et Déo, sont ipso facto coupés du chef-lieu du département. Les populations s'en plaignent et l'État fait de son mieux. L'État a octroyé des marchés, malheureusement, les prestataires ayant gagné ces marchés n'ont pas été à la hauteur; les contrats ont été résiliés et les marchés sont en train d'être relancés. Les études de faisabilité sont aussi en train d'être refaites, sous la diligence du ministre des Travaux publics. Pour ce qui est de notre situation d'enclavement, nous sommes à la lisière du géant voisin, la République fédérale du

Nigeria. À 200 mètres de Kontcha, se trouve le premier poste de police du Nigeria. Comme les autres arrondissements cités, Kontcha attend son désenclavement.

**Quelle influence a le Nigeria sur l'arrondissement de Kontcha enclavé ?**

D'abord, je dirais que ce contraste m'inspire deux choses. En premier, il y a la loi de la nature qui montre que dans tous les pays du monde, le géant voisin a toujours une influence sur le pays avec lequel il partage sa frontière. Il y a donc une incidence économique. Nous sommes à 20 km du goudron de l'autre côté du Nigeria. Entre temps, on a environ 320 km de route non bitumés de notre côté. La route est impraticable. Mais tous nos produits, le pain, le pétrole, jusqu'aux fruits, tout ce que nous mangeons, vient du Nigeria. Même la monnaie qui est le gage de la souveraineté d'un peuple nous vient du Nigeria. Le FCfa est rare à Kontcha, c'est le Naïra qui fonctionne. Pour tout ce que vous voulez acheter dans une boutique, on vous donne le prix en Naïra. Pour le commerçant, le Naïra ou le CFA, c'est la même chose. Mais je pense que Kontcha n'est pas un cas spécifique. Toutes les localités frontalières au Nigeria au Cameroun connaissent ce phénomène; il y a Kontcha dans l'Adamaoua, un peu plus dans la zone de Tchamba, au Nord également dans la localité de Mbardaké. Donc, qu'on le veuille ou non, il y a une influence. Je prends le cas de la période où l'épidémie d'Ebola était d'actualité. La frontière était fermée au niveau de Kontcha et de Banyo; la frontière étant fermée à Kontcha, il a fallu que le sous-préfet saisisse le préfet; que ce dernier saisisse le gouverneur et cette autorité



transmette à Yaoundé, pour décider que soit, il faut charger les camions militaires de vivres à acheminer à Kontcha, soit il faut alléger la mesure de fermeture de la frontière. Ce, pour que les Camerounais puissent se ravitailler en riz, pains, etc.

**Peut-on dire que la grande influence du Nigeria sur l'arrondissement de Kontcha tire son origine d'une certaine «absence» des hautes autorités de camerounaises ?**

Comme toutes les populations, nous souhaitons que les autorités administratives soient présentes en permanence à Kontcha. Mais il faut des raisons pour que celles-ci soient à Kontcha, parce que notre arrondissement n'est pas le seul au Cameroun ou dans l'Adamaoua. Il faut, en sus, comprendre qu'il y a un sous-préfet à Kontcha, il y a un préfet dans la Faro et Déo. Et cette autorité administrative est présente chaque fois que l'occasion s'y prête. Et le sous-préfet, sur place, fait de son mieux. Et Kontcha peut même remercier le ciel parce qu'on m'a dit qu'il y a une localité dans le Nord-Ouest où le sous-préfet passe d'abord par le Nigeria pour entrer dans son unité administrative. Donc, c'est pour faire comprendre que l'enclavement de Kontcha n'est pas unique en son genre; c'est un peu par-

tout au Cameroun. Mais l'État a pris les choses en main, il y a des investissements.

**Quelles réalisations peut-on justement mettre à l'actif de la commune que vous dirigez ?**

En un an, entre fin 2018 et début 2019, l'État a investi près d'un milliard de Fcfa à Kontcha. C'est une occasion de remercier le chef de l'État, le gouvernement et tous ceux qui ont contribué à cette initiative. Un clin d'œil particulier aux sectoriels qui ont permis de mûrir les projets afin qu'ils soient financés. Nous avons notre hôtel de ville, qui, seul, nous a coûté près de 400 millions Fcfa. Je pense que nous aurons un hôtel de ville unique dans l'Adamaoua. Ce, parce que nous sommes à la frontière, et cette infrastructure en phase finale doit refléter l'image de l'entrée du Cameroun qui doit être une vitrine. On parle du château d'eau, je dois préciser qu'il n'y a pas un endroit, un arrondissement ou département dans l'Adamaoua, qui a de l'eau comme Kontcha. On a plus de 35 forages, en plus des bornes-fontaines réhabilitées avec château. L'eau coule donc à flots à Kontcha, peut-être mieux qu'à Ngaoundéré, parce qu'on ne connaît pas des coupures d'eau. En plus, avec l'aide des énergies renouvelables, des plaques solaires

financées par le Feicom à hauteur de 74 millions FCfa en 2016, nous avons de l'eau et de la lumière. Le Pndp est en train de réaliser une mission pour 80 millions FCfa pour une extension dans les quartiers et services encore non alimentés. Donc, les écoles sont construites dans chaque localité, en plus des écoles des parents. S'agissant de la voirie, il y a des localités qui n'en avaient pas. L'année dernière, nous avons ouvert la route de Dodo et nous l'avons finalisée cette année. D'ailleurs, dans chaque localité, il y aura un puits équipé avec château d'eau et plaque solaire. Donc, il y a les localités de Kodjoli, Koutchou, Mayo-Koutine, Dodo, Djombi. Évidemment, nous le faisons sans tenir compte des obédiences politiques. Nous travaillons parce qu'en tant que maire on doit servir toute la communauté, sans exception. De fait, quand l'État choisit d'investir, il ne choisit pas un bord politique, mais il veut sortir la population de la promiscuité. Cette année, en sus, nous devons avoir une boucherie moderne, ce qui n'existe pas dans tout le département du Faro et Déo. Elle sera équipée d'une chambre froide, avec des plaques solaires. Le CES de Kontcha aura une électrification à hauteur de 40 millions, financée également par le Feicom. Donc, il y a beaucoup de réalisations qui sont faites et doi-



vent être faites. C'est maintenant à la population de montrer qu'elle est avec l'État camerounais, qu'elle est légaliste et loyale aux institutions républicaines. Cela doit se faire en envoyant les enfants à l'école, en apprenant et respectant les lois de la République. Les populations ne doivent pas penser qu'on est au Nigeria et qu'on appartient au Nigeria. Certes, nous avons des parents de l'autre côté de la frontière.

### Quelles autres potentialités regorge cet arrondissement ?

Nous avons un arrondissement aux potentialités énormes. Commenant par le secteur minier, l'État, par le biais du ministère des Mines, a fait des prospections. Il semble qu'ils ont trouvé des gisements d'or, de manganèse et autres à Kontcha, qui seront bientôt exploités. Nous avons également la forêt et une savane arbustive. Et Kontcha a cet atout que nous avons dans notre forêt certains spécimens qui n'existent nulle part ailleurs que dans notre arrondissement. Nous avons un bois qu'on appelle le «Pijiom» qui existe dans la zone de Todéo, dans la chaîne montagneuse de Dodo, limitrophe à la commune de Banyo à Dagoum. La société Afrimed à Douala, après avoir légalisé tous ses documents auprès du ministère de Forêts, vient exploiter ce bois en toute légalité et reverse une taxe à la commune. Et la commune essaie d'assister les localités riveraines, par exemple Dagoum où nous avons construit une école, des puits; ils nous ont demandé des pontons, mais l'argent est insuffisant parce que ça fait deux ans que Afrimed n'est pas venue. Ils doivent toujours obtenir l'autorisation du ministère qu'ils viennent nous présenter. Et lors des conseils municipaux, les préfets successifs nous ont conseillé de valoriser et exploiter ce que nous avons pour que la commune ait des recettes. Nous avons du sable, de la forêt, l'or, pour sortir les jeunes de la pauvreté. Il y a beaucoup de sable à Kontcha. Les investisseurs qui viennent puisent le sable, mais le paiement est infime. Quant à la forêt communale que nous avons voulu mettre sur pied, avec le délégué départemental des Forêts et les autorités administratives, nous avons trouvé qu'elle prend du temps et coûte cher. Pour l'aménager, il faut au moins sept ans et les dépenses sont élevées pour faire venir les experts. Alors, nous avons opté pour la créa-

tion d'une forêt communautaire pour aider les jeunes désœuvrés. Les techniciens venus de Yaoundé, ont travaillé avec les sectoriels départementaux, avec l'onction de la population et des autorités administratives pour que le processus suive son cours normal. Le préfet a veillé à ce que tout se passe dans la légalité, selon l'esprit républicain. On a monté tout le dossier, il y a eu une assemblée générale lors de laquelle le sous-préfet a sensibilisé les populations. Le processus a suivi son cours normal et nous attendons qu'il y ait une forêt communautaire. C'est vrai que ça ne peut pas plaire à tout le monde. La majorité a adhéré, mais il y a des gens qui peuvent avoir leurs intérêts, en protégeant les bandits par exemple, c'est mon avis personnel. Je me dis donc que ces personnes peuvent être complices des preneurs d'otages qui exigent des rançons. De fait, il y a des Nigériens qui viennent voler le bois. Ceci, à l'insu de la population et souvent, de l'administration même. Le chef de poste qui était sur place ne pouvait rien, il a demandé qu'on l'aide à arrêter ces gens. Nous avons certes des parents au Nigeria, ce n'est que la frontière qui nous a séparés. Tout le monde sait que le nord du Nigeria est camerounais. C'est le référendum de 1961 qui a fait en sorte que d'aucuns se retrouvent au Nigeria et nous autres au Cameroun. On ne peut donc pas ignorer ou détruire le lien de parenté. Ils m'ont donc aidé à mettre la main sur les voleurs qui pillent notre forêt. Ces personnes ont été déferées à Tignère il y a trois mois, au niveau de la justice, par le biais du service des Forêts. J'ai prêté la voiture de la commune pour qu'on emmène ces gens, cinq au total. Il était environ sept, les autres ont fui. Ils entrent avec des armes et c'est un sérieux problème. On retrouve des plumes de pintades qu'ils tuent en forêt et mangent avant de rentrer dans leur pays. Dieu merci, il y a des soldats maintenant, mais même à leur insu du fait que la forêt est vaste (il y a la réserve du Faro, la réserve de Gaschaka, de Ngumti), ces personnes entrent. Les ravisseurs peuvent partir du Nord, de la Centrafrique, passent par la réserve de Faro viennent près de chez nous; ils prennent des gens en otage. Des gens vont nuitamment dans ces forêts avec des ânes et de bœufs pour prendre nos enfants en otage. L'autorité administrative a donc jugé utile qu'il y ait une présence humaine. C'est pour cela que nous avons monté un dossier

pour créer une forêt communautaire. Nous menons beaucoup d'incursions en brousse et il faut être très discret dans ce travail parce que l'ennemi ne dort pas. Pour mettre la main sur ces voleurs, j'ai reçu un coup de fil qui m'informait qu'ils sont entrés. J'ai informé le chef de poste pour qu'il cherche des gendarmes. J'ai aussi envoyé des notables. Mais j'ai été menacé de mort, je me dois de vous le dire. Mon frère cadet, pareillement. Ces gens sont ceux qui viennent du Nigeria, et menacent parce qu'on a fait arrêter leurs membres.

### L'un des grands soucis de Kontcha, c'est l'éducation...

Partout où j'ai travaillé, j'ai été apprécié. J'ai été enseignant et surveillant général au Nord, on a toujours écrit sur mon bulletin de notes, fonctionnaire exemplaire avec une note de 19,5/20. J'ai été chef d'établissement à Kontcha. Le délégué que j'ai trouvé dans le département, Alim Garga qui est actuellement délégué de la Vina, m'a envoyé des lettres d'encouragement parce que j'ai changé, par les méthodes, le visage et les résultats de l'établissement de Kontcha. Et nous sommes toujours premier execo dans les documents périodiques et nous sommes sortis 2e aux examens quand le délégué Alim Garga était encore dans le Faro et Déo, mais la dernière position de Kontcha, c'est 5e l'année passée. Mais nous avons toujours été parmi les trois premiers. Alors, je ne comprendrais pas qu'on passe de l'excellence à la médiocrité, c'est le schéma inverse qui est plus usité. Mais nous avons un problème à Kontcha, qu'il faut relever; beaucoup de gens sont analphabètes, pour n'avoir pas fait l'école. C'est pour cela que je remercie nos jeunes qui sont à l'université qui reviennent pour convaincre les parents d'envoyer leurs enfants à l'école. Malheureusement, ce sont ceux qui n'ont pas été à l'école qui nous tirent vers le bas. Quelqu'un qui n'est jamais aller à Mayo-Baléo, vous parle de Tignère, de Yaoundé, du Nigeria, etc. Pour eux, c'est comme s'il n'y avait pas de frontière entre le Cameroun et le Nigeria. Ils ne comprennent même pas l'importance de la frontière, ni les institutions républicaines. C'est pour cela que nous sommes de voir comment organiser les cours de l'école sous l'arbre pour sensibiliser les vieux et les jeunes. Je suis éducateur et j'enseigne l'éducation à la citoyenneté et à la morale.

### Peut-on dire que la situation d'enclavement de Kontcha est à l'origine des actes d'insécurité ?

Je remercie d'abord le chef de l'État qui a dépêché le ministre de l'Administration territoriale pour évaluer la situation sécuritaire de l'Adamaoua et nous remonter le moral parce qu'on se décourageait quand même. Car tout acte posé en tant que chef est parfois interprété dans le sens contraire. Mais on ne peut pas être chef et bourreau de la population. Ce que l'État nous encourage donc à travailler avec les autorités administratives. Nous avons renforcé le comité de vigilance. Et les informations vont très vite à l'autorité administrative et force de défense et de sécurité. Je ne dors pas souvent jusqu'à 1 h du matin parce que je dois appeler Tignère, Ngaoundéré, où je dois donner aux hauts gradés de l'armée des informations. Depuis le début de l'année 2019, Dieu merci, on n'a pas eu un seul enlèvement à Kontcha. Avant, certaines personnes qui aiment la zizanie essayaient de monter les autorités les unes contre les autres. On peut dire au lamido de faire attention parce que le sous-préfet ne l'aime pas; et vice-versa. Ensuite, on informe le préfet que le sous-préfet et le lamido luttent, et la population tire plaisir de cela pourtant ce n'est pas le cas. On s'entend très bien. Le lamido est l'auxiliaire de l'administration, le sous-préfet et le préfet sont les représentants du chef de l'État. Le chef traditionnel doit travailler de concert avec eux; encore que je suis un intellectuel, je serai le premier à être puni si je viole la loi. Donc, je suis un collaborateur et j'essaie de faire mon travail. Donc, avant, les gens qui aiment qu'on les apprécie et qu'on les considère comme ceux qui donnent le bon renseignement, tournaient d'abord autour de nous. Donc, on les a mis de côté et avons consolidé nos rapports avec les bonnes personnes et il y a des résultats probants. On se partage les informations avec les informateurs pour ne pas les exposer à des dangers, que ce se soient les populations ou les Mbororos particulièrement qu'il fallait mettre en confiance en tant que premières victimes. Ces derniers travaillent donc avec nous, nous informent sur les entrées et sorties. Évidemment, les ravisseurs ont menacé mon frère qui est chef de la communauté Mbororo parce qu'ils

estiment qu'en mettant les comités de vigilance en brousse, c'est une manière de les empêcher d'opérer. Mais ce que nous souhaitons maintenant, c'est que la route soit vite relancée, et que d'ici le mois d'avril prochain, qu'elle soit terminée. Il s'agit de faciliter la circulation à nos vaillantes forces de l'ordre pour qu'elles puissent intervenir à tout moment. Mais sans route, c'est un peu grave. Dans la forêt communautaire dont je vous ai parlé, nous avons tracé des routes pour rallier certaines localités qui étaient enclavées : Mayo-Koutine, Kodjoli, Koulou. Avec les 27 millions FCfa que l'État donne, nous avons ouvert les routes et sur ces 20 km, nos forces de défense vont et reviennent en 15 minutes. Avant, il fallait marcher à pied. Donc, il faut d'abord désenclaver par la route, c'est la prière de tous les marabouts, chrétiens, musulmans, païens, etc. Nous souhaitons longue vie au chef de l'État pour que cette route soit refaite. Car les populations ont toujours voté le parti au pouvoir depuis l'avènement de la démocratie au Cameroun. Donc, je ne vois pas pourquoi elles doivent être lésées. Au moment des élections, on leur demandera d'aller voter encore, elles ne comprendront rien. Comme ce sont en majorité des illettrés, des gens en profiteront pour les manipuler et ces manipulations politiques ont même déjà commencé.

### Que représenterait Kontcha pour l'Adamaoua et le Cameroun, si les infrastructures, la route notamment, venaient à être développées ?

Kontcha serait le paradis. Je me souviens, qu'étant tout-petit, Jean Bedel Bokassa était au pouvoir en Centrafrique et les camions venaient de ce pays pour prendre des produits à Kontcha, passer par le Nigeria pour y retourner. Kontcha était comme Dubai de l'heure actuelle, il y a des étals de marchés, de l'eau à perte de vue; l'Adamaoua était en haut. Donc, si les ponts sur le trajet qui mène à Kontcha sont construits, l'économie de l'Adamaoua sera développée, la douane aura beaucoup de recettes, le fisc en gagnera et l'État aura beaucoup de recettes. La route Kontcha-Ngaoundéré, qui est de 300 Km, réhabilitée, sera salutaire. On n'aura plus besoin de passer par Garoua qui est à 278 km de Ngaoundéré, avant de parcourir 200 km de Garoua pour le Nigeria. ■



# Bae is you\*

## Savoir que je compte

## Orange Fidélité

## #200#



En 2019, pour célébrer 20 ans de présence et de fidélité au Cameroun, Orange Cameroun relance son programme de fidélité.

Orange Fidélité est une offre de cumul de points sur consommation de nos produits et services, avec possibilité de gagner des cadeaux surprises, dont des smartphones.

La souscription à l'offre se fait au #200# ou via l'application My Orange, et est ouverte à tout clients Hybride ou Prépayés ; suivant le mécanisme ci-dessous :

- Souscription au programme = Dépôt automatique de 200 points sur le compte du client
- Appels, SMS, Internet : 25 frs = 1 point
- Commission Orange Money : 5Frs = 1 point
- Ouverture d'un compte orange Money = 200 points.

Toutes les semaines, en 2019, Orange Cameroun, conformément à son engagement, fera des heureux tant en ce qui concerne les abonnés fidèles à ses services, les gagnants des jeux, que des bénéficiaires de ses actions sociales.

\*Bae (Before anything else)

**20**  
ans

**Vous rapprocher  
de l'essentiel**

orange™